



COMITE DIRECTEUR DU S I T G

Procès-verbal de la séance du 8 décembre 2005

Présents :

M. Th. Gauthier (ACG), président
Mme P. Combe Dutheil (FTI)
M. D. Hausser (Observatoire technologique)
M. M. Junet (SIG)
M. L. Niggeler (DCMO, Etat de Genève)
M. R. Rapin (VG)
Mme Christiane Sallet (SSIG)
M. S. Wermelinger (DAEL), président de la CFU
M. M. Terrond, Etat de Genève, président de la Commission technique
M. François Brun, directeur général adjoint, IGN - Institut géographique national, France

Excusés :

M. A. Fresco (TPG)
M. R. Wüthrich (Aéroport)
M. F. Mumenthaler, chef du Service des systèmes d'information et de géomatique (SSIG)

1. Approbation du procès-verbal de la séance du 25 août 2005

Le procès-verbal est accepté, avec remerciements.

2. Collaboration avec le CERN

Pour faire suite à la lettre du CERN du 30 novembre 2005 (en annexe), MM. Th. Gauthier, S. Wermelinger (Présidents du CD et de la CFU) demanderont un entretien à M. Bonin, membre de la direction générale, afin de lui présenter la charte et la loi du SITG et lui détailler les engagements d'un partenaire.

3. Partenariat avec l'IGN

M. Th. Gauthier souhaite la bienvenue à M. F. Brun au nom du Comité directeur.
L'IGN a fait acte de candidature auprès du Comité directeur du SITG. L'IGN a pour politique interne d'intégrer les données existantes déjà diffusées par des tiers. Il a pour but de nouer des partenariats afin d'assurer la continuité des cartes sur la zone frontière. Un partenariat permettrait d'intégrer les données françaises nécessaires au SITG et vice-versa.

Certains aspects techniques sont relevés comme la nature des détails des cartes, les systèmes de projection et d'altitude différents d'un système à l'autre, les méthodes efficaces pour cadrer les données.

L'IGN est soumis à la loi française pour la diffusion des données publiques. Il a obligation de divulgation à la défense des données auxquelles il a accès.

Les données mises à disposition par l'IGN sont actualisées tous les 5 ans au minimum. Les données topographiques sont revues tous les ans. Les données foncières et adresses, sont mises à jour régulièrement.

Les données françaises peuvent être utilisées sans restriction par des entités genevoises.

Le partenariat IGN/SITG serait un complément au SITL.

L'IGN devra donc faire acte de candidature par écrit afin que le comité directeur puisse lui donner une réponse positive officielle.

4. Discussion et validation du rapport d'audit

Deux points sont relevés :

- **Transparence financière des projets**

M. R. Rapin propose d'identifier les projets inter-partenaires et de donner une information financière. Un tableau pourrait être intégré au rapport d'activités annuel, avec détails des projets et indication du budget.

- **Pérennité**

Le SITG est ancré dans une culture de besoins. Chaque partenaire désigne son représentant au sein du Comité directeur du SITG.

Un groupe de travail est mis en place (MM. Th. Gauthier, D. Hausser, M. Junet, F. Mumenthaler et L. Niggeler) pour formuler un plan d'actions.

Le comité directeur valide formellement le contenu et la formulation du rapport d'audit. Ce document sera adressé au Conseil d'Etat, accompagné du plan d'actions (validé par le CD).

Le rapport d'audit sera diffusé après présentation et accord du Conseil d'Etat. Il sera également mis en ligne sur le site du SITG.

5. Prise de position du Conseil d'Etat par rapport à la L-Géo

La prise de position du Conseil d'Etat est la suivante :

"Genève est favorable à une loi fédérale sur les informations géographiques"

Consulté par le Département fédéral de la défense, de la population et des sports, le Conseil d'Etat salue l'initiative du Conseil fédéral de créer une loi fédérale sur la géoinformation. Le projet fédéral dote les informations géographiques d'un cadre juridique et instaure une infrastructure nationale de données géographiques, à l'instar de ce que Genève a réalisé au plan cantonal il y a plus de dix ans avec le Système d'information du territoire (SITG) (<http://www.sitg.ch>). Ce réseau de partenaires a permis de modéliser et d'exploiter en commun les données liées au territoire, notamment au moyen des technologies informatiques.

Les informations géographiques – ou géoinformations – sont des données à référence spatiale décrivant et modélisant la réalité concrète d'un territoire, au moyen de coordonnées, de noms de lieux, d'adresses postales ou d'autres critères. Elles sont à la base de plans d'aménagement, de mesures et de décisions de toute nature, au sein de l'administration comme dans le domaine politique, économique, scientifique ou privé. Le projet de loi prévoit d'harmoniser les informations géographiques sur le plan national pour que leur utilisation s'avère efficace et durable.

S'il soutient le projet fédéral, le Conseil d'Etat émet toutefois une série de demandes complémentaires. Il souhaite notamment que les standards internationaux et européens en la matière soient pris en compte, afin de pouvoir disposer de données géographiques homogènes au sein de

l'espace transfrontalier franco-valdo-genevois. Le gouvernement insiste également sur l'importance d'une participation conséquente de la Confédération aux frais induits par cette nouvelle loi et demande la mise en place d'un réel partenariat prenant en compte les besoins de tous les acteurs. Enfin, le partage des informations géographiques devra s'effectuer selon des modalités acceptées par tous, à l'image du système qui prévaut pour le SITG genevois."

Genève maintient ses craintes par rapport à la L-Géo et souhaite continuer à travailler selon la structure actuellement en place sur le canton.

6. Point de situation sur les projets

Modèle numérique de terrain (MNT) et de surface (MNS) et orthophotos -

Le territoire genevois a été étendu en direction du Jura (extensions Aéroport et CERN) et en direction d'Annemasse (extension DAEL).

De plus, ce nouveau périmètre est découpé en "tuiles" de 3x3km.

Une tuile centrée sur le Lignon sert de zone Test

MNT-MNS *(informations communiquées par la DCMO)*

Le MNT-MNS n'est pas fourni sur l'extension CERN. Le périmètre est donc recouvert par un total de 57 tuiles.

Pour les livraisons, le périmètre a été scindé en une Zone NORD (31 tuiles, coordonnée Nord > 119'000) et une Zone SUD (26 tuiles).

Etat de la situation : la zone NORD est entièrement livrée et contrôlée définitivement. La zone SUD est en phase de correction chez Swissphoto.

Prochaines échéances :

- 30.01.06 : Courbes de niveau et "Détection de changement" sur la zone Test.
- 28.02.06 : Version définitive de la zone SUD

Orthophotos

Une décision doit être prise concernant le mandat Orthophotos, qui n'a pas été complètement rempli. Le produit que le mandataire serait en mesure de livrer ne correspond pas à celui prévu dans le contrat.

Il y aura lieu d'étudier le préjudice subi et de réduire le cas échéant le montant du mandat.

Domaine routier

Le projet devrait se finaliser pour fin mars 2006. Toutes les données devraient parvenir à la DCMO d'ici mi mai 2006 et pourraient être diffusées d'ici au 1^{er} semestre .

7. Guichet cartographique - renforcement de l'infrastructure

Un deuxième serveur a été ajouté. Le "load balancing" prévu initialement n'a pas pu être mis en place pour des raisons techniques. L'ajout d'un nouveau serveur devrait néanmoins permettre de diminuer la charge et les temps d'attente. Les tests actuels semblent le démontrer.

8. Commission technique (CT)

Mandat du sous-sol, désignation du groupe de travail

Ce mandat se fera en collaboration avec des membres externes à la commission technique. Les principales entités concernées sont les SIG, l'OTC, la DCMO et la VG.

9. Commission des fournisseurs et des usagers (CFU)

Nomenclature des bâtiments et des ouvrages de génie civils

La nomenclature est terminée. L. Niggeler distribue le document pour validation. Elle est validée par le Comité directeur comme conforme et comptable à la norme.

Référentiel des objets en projet de construction

L. Niggeler propose qu'un nouveau groupe de travail soit constitué dans le but de réunir dans une même couche tout les objets construits. Pour ce faire, un inventaire des objets doit être effectué. Ce projet doit être mené en parallèle avec la Commission technique.

M. Terrond propose donc sa participation au groupe de travail. Séance prévue le 19 décembre 2005.

Mensuration officielle et 3D

Genève a été désigné comme canton pilote par la Confédération pour évaluer la possibilité de gestion des données de la mensuration en 3D. A cet effet, la DCMO s'est associée à l'IGN. Dans un premier temps, il s'agira d'examiner la faisabilité, les coûts et les délais d'un tel projet.

Accès aux données

Afin de faciliter l'accès aux données, les utilisateurs partenaires du SITG devraient utiliser des outils tels que Arc-sitg, afin d'éviter une connection directe à travers Internet. M. Terrond peut être contacté pour l'installation de cet outils.

10. Divers

Dates des prochaines séances :

2 mars	14h	<u>Salle de conférence des communes, rue des Gazomètres 7, 4^{ème} étage</u>
1 ^{er} juin	14h	SIAG
14 septembre	14h	SIAG
7 décembre	12h (repas)	lieu à confirmer.